

[Texte]

EVIDENCE

[Recorded by Electronic Apparatus]

Monday, January 21, 1991

• 1534

The Chairman: I call the meeting to order.

I welcome the Right Hon. Joe Clark to our meeting. I believe, sir, you have something you want to open with and then we will go to questions in the usual round. Thank you very much.

The Right Hon. Charles Joseph Clark (Secretary of State for External Affairs): Thank you, Mr. Chairman and colleagues. I welcome the opportunity to up-date the committee today on the situation in the gulf. I do not intend this to be a military briefing. That information is being made available by the Canadian Armed Forces on a daily basis.

I would simply enter a note of caution in terms of the military situation. These are early days. This conflict will be neither easy nor quick. The world learned that when Saddam Hussein launched his missiles on Israel. The most difficult phases of conflict may lie ahead. The most important thing to maintain is unity of purpose and unity of will.

The purpose of our participation in the conflict in the gulf remains constant. It will not change. That purpose is to implement the provisions of the 12 United Nations Security Council resolutions; that is, to get Saddam Hussein out of Kuwait. Our purpose is no less and no more than that. We are now doing by force what diplomacy and sanctions were unable to do. Our methods have changed, our purpose has not. That purpose is firm, and we will not yield. The principle behind that purpose is to give the United Nations, for the first time in decades, a chance to do what the Cold War did not allow: to preserve and uphold international peace and security.

• 1535

We are not accustomed to the United Nations acting in this way, but this is how the United Nations was meant to act, not as a talking shop or a seminar but as an agency of action for international security. If, with the Cold War over and the old excuses gone, the United Nations had failed here, under what possible circumstances could it be expected to succeed? So the choice for Canadians and others has been clear: a United Nations that talks and fails or a United Nations that acts and succeeds. We must not underestimate the precedent being set here. This may not be the war to end all wars, but if the United Nations had not responded as it did, there would be no hope for an end to conflict and no hope for a United Nations that worked.

As this conflict proceeds, the coalition will hold together as it did before January 15. That is not simply a military requirement; it is a political requirement, which will have a substantial bearing on the character not only of the conflict but of the peace that follows and the repercussions of this episode for a highly volatile region.

[Traduction]

TÉMOIGNAGES

[Enregistrement électronique]

Le lundi 21 janvier 1991

Le président: La séance est ouverte.

J'ai le plaisir d'accueillir le très honorable Joe Clark. Monsieur le ministre, je crois que vous avez une déclaration liminaire à nous faire, après quoi nous passerons aux questions, comme d'habitude. Merci beaucoup.

Le très honorable Charles Joseph Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Merci, monsieur le président et chers collègues. Je me réjouis de cette possibilité qui m'est donnée de vous informer des derniers développements dans le Golfe. Je ne vous livrerai aucun renseignement militaire. Ce type d'information est donné chaque jour par les Forces armées canadiennes.

Une note de prudence en ce qui concerne la situation militaire. Le conflit n'en est qu'à ses débuts. Son règlement ne sera ni facile ni rapide. Le monde s'en est aperçu lorsque Saddam Hussein a lancé ses missiles vers Israël. La chance peut tourner, comme on l'a constaté le 17 janvier. Les phases les plus difficiles du conflit sont peut-être à venir. Le plus important est de maintenir une détermination et une volonté communes.

L'objectif de notre participation au conflit dans le Golfe reste le même. Il ne changera pas. Cet objectif est de mettre en application les dispositions de 12 résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU, c'est-à-dire de chasser Saddam Hussein du Koweït. Notre objectif n'est rien de moins et rien de plus que cela. Nous réalisons maintenant par la force ce que la diplomatie et les sanctions n'ont pu obtenir. Nos méthodes ont changé. Notre objectif reste le même. Cet objectif est ferme, et nous ne céderons pas. Et le principe qui sous-tend cet objectif est de donner à l'Organisation des Nations Unies, pour la première fois depuis des décennies, une chance de faire ce que la guerre froide n'a pas permis: soit de préserver et de maintenir la paix et la sécurité dans le monde.

Nous ne sommes pas habitués à voir l'ONU agir de cette façon. Mais il avait été originellement prévu que l'ONU agirait non pas comme une tribune à discours, mais plutôt comme un organisme d'action pour garantir la sécurité internationale. Si, malgré la fin de la guerre froide et la disparition des vieilles excuses, l'ONU avait échoué dans ce conflit, dans quelles circonstances aurait-on pu s'attendre à la voir réussir? Le Canada et les autres membres ont donc eu nettement à choisir entre une ONU qui parle et qui échoue et une ONU qui agit et qui réussit. Nous ne devons pas sous-estimer le précédent qui est établi ici. Ce ne sera peut-être pas la dernière de toutes les guerres; mais si l'ONU n'avait pas répondu comme elle l'a fait, il n'y aurait aucun espoir de mettre fin au conflit, aucun espoir de voir une ONU viable.

Dans ce conflit, la coalition des membres de l'ONU maintient sa cohésion comme avant le 15 janvier. Ce n'est pas seulement une exigence militaire. C'est une exigence politique qui influencera sensiblement la nature du conflit, le genre de paix qui s'ensuivra et les répercussions que le conflit aura dans une région fort instable.